

# La Russie, puissance nucléaire

La Russie est en train de moderniser ses forces nucléaires, à l'ombre desquelles elle mène l'invasion de l'Ukraine. Cet arsenal continuera de jouer un rôle majeur pour Moscou, y compris à des fins coercitives. La maîtrise des armements sert normalement à contrôler les risques associés à ces politiques. Mais pour cela, il faut que l'OTAN présente une dissuasion nucléaire crédible.

Par Oliver Thränert

L'invasion de l'Ukraine par la Russie souligne l'importance de la puissance militaire dans les relations internationales. Cette considération ne s'applique pas seulement aux armes conventionnelles. En arrière-plan, l'arsenal nucléaire de Moscou a aussi une forte influence sur le déroulement de la guerre. Le président russe Vladimir Poutine l'a clairement indiqué dans son discours du 21 septembre 2022, par exemple, lorsqu'il a évoqué son intention d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour garantir l'intégrité territoriale de son pays – ce qui incluait les territoires ukrainiens occupés par Moscou et pouvant être déclarés russes via des soi-disant référendums. Côté russe, la menace nucléaire constitue un instrument majeur pour empêcher les pays occidentaux de soutenir l'Ukraine agressée de toutes les façons possibles d'un point de vue juridique selon les termes de la Charte de l'ONU et du principe d'autodéfense collective énoncé dans son article 51. Les États qui envoient de l'aide à l'Ukraine calibrent leur appui de manière à ne pas franchir des lignes rouges russes dont ils ne connaissent pas les contours. Ainsi, malgré les demandes ukrainiennes, l'OTAN n'a pas mis en place de zone d'exclusion aérienne. L'Alliance a en effet jugé que le risque de confrontation directe et d'escalade nucléaire avec Moscou était trop grand.

Dans ce contexte, il convient d'examiner de plus près la puissance nucléaire de la Rus-



Un missile balistique intercontinental russe Yars lors d'un défilé militaire le jour de la Victoire sur la Place Rouge de Moscou, le 9 mai 2022. Maxim Shemetov / Reuters

sie. Le pays s'est lancé depuis plusieurs années dans une modernisation de ses armes nucléaires stratégiques et non stratégiques. S'il est difficile de déterminer dans quelle mesure Moscou compte les employer à des fins offensives, l'invasion de l'Ukraine met en évidence leur rôle coercitif. Les relations de l'Occident avec la Russie resteront donc fragiles du point de vue nucléaire, et il est peu probable que la maîtrise des armements contribue à réduire les risques associés à cette situation.

## Arsenal

La Russie est le pays qui possède le plus grand arsenal nucléaire au monde. Elle dispose, comme les États-Unis, de la triade d'armes stratégiques terrestres, navales et aériennes. Avec une portée de plus de 5 500 km, ces systèmes peuvent atteindre directement les États-Unis. Leur principale fonction est de décourager toute agression nucléaire stratégique. En outre, ces armes permettent à la Russie d'asseoir sa position de grande puissance.

Depuis un certain temps, Moscou investit dans une modernisation complète de ses forces nucléaires stratégiques. Presque tous les lanceurs datant de l'époque soviétique ont été remplacés par de nouveaux dispositifs. Plus de la moitié des armes nucléaires stratégiques de la Russie sont basées au sol. À l'avenir, Moscou compte réduire la diversité de missiles sur laquelle elle s'appuie, probablement pour des raisons de coût. Chaque missile peut toutefois porter un plus grand nombre d'ogives nucléaires. En temps de crise, cela permet à la Russie d'avoir plus d'armes nucléaires opérationnelles sans déployer de missiles supplémentaires. Moscou pourrait ainsi s'attaquer à davantage de cibles.

La Russie améliore également la qualité de ses armes nucléaires. Elle introduit notamment de nouveaux modèles d'ogives conçus pour mieux détruire les installations adverses protégées par des bunkers. De plus, Moscou équipe ses systèmes stratégiques terrestres d'armes hypersoniques. Le nouveau système Avangard est déjà opérationnel. Contrairement aux ogives nucléaires classiques, il ne se dirige pas vers sa cible en suivant une courbe balistique après avoir quitté son lanceur, mais peut contourner les systèmes de défense antimissile de l'adversaire grâce à des manœuvres d'évitement, et ce, même à des vitesses de vol très élevées.

La marine russe dispose également de dix sous-marins stratégiques – cinq dans sa flotte du Nord stationnée dans la péninsule de Kola et cinq dans une base de sa flotte du Pacifique située dans la péninsule du Kamtchatka. Moscou poursuit la modernisation de sa flotte de sous-marins stratégiques en remplaçant ceux de la classe Delta IV par les nouveaux modèles Borei. À l'instar du système Avangard sur terre, Moscou souhaite assurer sa capacité de seconde frappe nucléaire en rendant les nouveaux sous-marins aussi difficiles que possible à localiser, y compris par des systèmes anti-sous-marins perfectionnés.

Les bombardiers stratégiques sont le maillon le plus faible de la triade nucléaire russe. Leur capacité de pénétration dans l'espace aérien adverse étant incertaine, ils ont été équipés de missiles de croisière aéroportés. En outre, deux nouveaux modèles de bombardiers sont en cours de développement, dont l'un a déjà effectué un premier vol d'essai.

Lors d'un discours sur l'état de la nation le 1er mars 2018, Poutine a laissé entrevoir différents systèmes nucléaires souvent qua-

lifiés d'«armes miracles» en Occident. Il s'agit notamment d'une torpille à propulsion nucléaire, d'un missile de croisière à propulsion nucléaire, d'un missile balistique aéroporté et d'un laser mobile basé au sol. Il n'est pas certain que ces systèmes soient opérationnels un jour, en particulier le missile de croisière à propulsion nucléaire. Et dans tous les cas, l'intérêt stratégique de ces «armes miracles» est discuté. De nombreux analystes occidentaux estiment, en effet, qu'elles servent plutôt à accroître le prestige de la Russie en tant que grande puissance dotée de vastes capacités techniques et scientifiques.

Contrairement aux armes nucléaires stratégiques, pour lesquelles les États-Unis et la Russie se sont entendus sur un plafond commun dans le cadre du traité de contrôle des armements New START (aussi bien pour les ogives que pour les vecteurs), la Russie affiche une large supériorité numérique en ce qui concerne les armes nucléaires non stratégiques. Ces armes ont des rayons d'action plus réduits et une puis-

## La Russie affiche une large supériorité numérique en ce qui concerne les armes nucléaires non stratégiques.

sance explosive plus faible que les systèmes stratégiques. Il est toutefois trompeur de les qualifier d'«armes nucléaires tactiques» car la plupart d'entre elles ont une puissance explosive bien supérieure à celle des deux bombes atomiques larguées sur le Japon en 1945.

Comme pour les armes nucléaires stratégiques, la Russie possède des systèmes non stratégiques terrestres, navals et aériens, la marine russe étant la plus richement dotée. Le missile de croisière 9M729, intégré dans les forces armées russes depuis fin 2017, a acquis une certaine notoriété. Avec sa portée de plus de 500 km, il était en violation avec le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), encore en vigueur à l'époque, interdisant les armes terrestres américaines et russes à portée intermédiaire, soit entre 500 et 5 500 km. Mais il permet surtout à la Russie d'attaquer des cibles situées sur le territoire de l'OTAN à partir de positions arrière sécurisées avec un système terrestre extrêmement précis.

Les forces armées russes ont démontré à plusieurs reprises, lors de manœuvres, leur capacité à mettre fin à une agression

conventionnelle de grande ampleur contre la Russie par un recours limité à des armes nucléaires. Selon les observateurs, cette approche serait une solution transitoire en attendant que la Russie dispose de capacités conventionnelles plus efficaces. À long terme, il faut donc s'attendre à ce que l'intérêt de la Russie pour les armes nucléaires non stratégiques diminue. Outre le fait que l'armée russe ait montré d'immenses faiblesses lors de l'invasion de l'Ukraine, certains analystes pensent que la supériorité numérique russe dans le domaine des armes nucléaires non stratégiques n'a jamais été le fruit de décisions politiques ou militaires délibérées. De nombreux programmes auraient vu le jour sous l'influence de groupes de pression. La gestion de la marine russe en fait certainement partie. Sans son éventail de missiles de croisière ou torpilles à capacité nucléaire, elle n'aurait tout simplement aucune chance face à la marine américaine.

Contrairement aux États-Unis, la Russie n'a pas stationné d'armes nucléaires sur le territoire d'autres États. Cela pourrait toutefois changer sous peu. En effet, le président russe Vladimir Poutine a annoncé en juin 2022 son intention de livrer des missiles à courte portée Iskander M au Bélarus. Ces missiles peuvent être dotés d'ogives conventionnelles ou nucléaires. Les avions de combat bélarusses de type Su-25 doivent également être équipés afin de pouvoir transporter des armes nucléaires.

## Doctrine

Les armes nucléaires jouent un rôle majeur dans la doctrine militaire russe. L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 a suscité un sursaut au sein de l'armée russe, qui a réalisé que l'Alliance était capable d'imposer ses intérêts par la voie militaire si la voie politique s'avérait insuffisante. Moscou craignait que l'OTAN s'immisce directement dans des conflits tels que celui en Tchétchénie. Il fallait donc, du point de vue russe, mettre le holà en brandissant la menace d'une escalade nucléaire limitée.

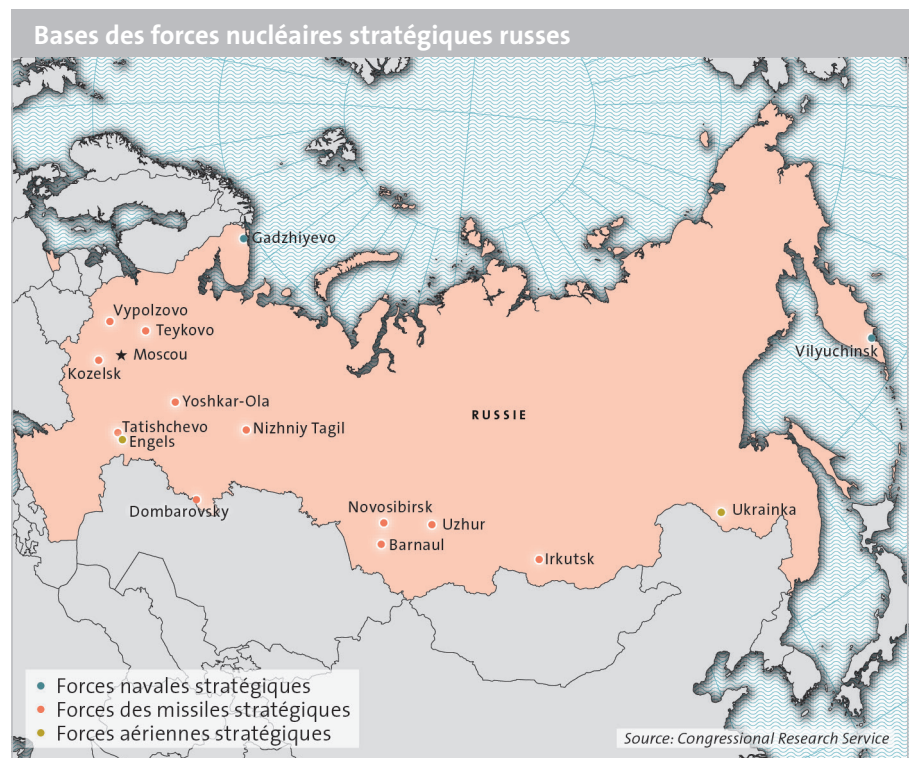
Les capacités conventionnelles du pays s'étant améliorées, le recours précoce à des armes nucléaires dans un conflit avec l'OTAN occuperait une place moins centrale dans la réflexion russe qu'au début des années 2000 – c'est, du moins, ce qu'estimaient les analystes occidentaux avant l'invasion de l'Ukraine. Il reste à savoir dans quelle mesure les mauvaises performances des forces armées russes lors de cette invasion, les pertes très élevées qu'il faudra

compenser et l'élargissement de l'OTAN à la Suède et la Finlande inciteront Moscou à replacer ses armes nucléaires au cœur de la dissuasion.

Certains observateurs occidentaux sont d'avis que Moscou leur accorde une grande importance dans tous les cas, indépendamment de ses capacités conventionnelles. Les armes nucléaires seraient aux yeux de la Russie, bien plus que de l'Occident, des instruments politiques qui lui serviraient à faire valoir ses intérêts. Vu sous cet angle, il faut alors considérer l'arsenal nucléaire russe comme une composante, au même titre que les capacités non nucléaires et les moyens d'information, d'une stratégie globale dont l'objectif central est d'imposer la volonté russe.

Selon les documents officiels russes, il pourrait être fait usage des armes nucléaires dans les situations suivantes: si des données fiables indiquent qu'une attaque balistique a été lancée contre la Russie; en réponse à l'utilisation d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques contre la Russie ou ses alliés; en cas d'attaque contre des installations militaires ou gouvernementales critiques; ou en cas d'agression conventionnelle envers la Russie mettant en danger son existence en tant qu'État. Les armes nucléaires russes auraient ainsi, selon Vladimir Poutine, une fonction purement dissuasive.

Est-ce vraiment le cas ou Moscou considère-t-elle aussi ses armes nucléaires comme des moyens offensifs? Cette question fait l'objet de vifs débats en Occident. Dans la «Nuclear Posture Review» publiée en 2018 par l'administration Trump aux États-Unis, on pouvait lire que la Russie poursuivait une stratégie d'«escalade-désescalade». Après avoir placé l'OTAN devant le fait accompli d'une opération conventionnelle, dans les pays baltes par exemple, Moscou pourrait utiliser la menace nucléaire pour dissuader l'Alliance de mobiliser ses forces conventionnelles en vue de reconquérir le territoire. Pour d'autres observateurs occidentaux, la Russie prévoirait plutôt d'utiliser des armes nucléaires pour empêcher une victoire de l'OTAN dans une guerre qu'elle aurait elle-même déclenchée. Il s'agirait alors d'une sorte de désescalade défensive par la voie nucléaire. Quel que soit le point de vue le plus proche de la réalité, les stratégies russes continuent de débattre quant à savoir s'il serait effectivement possible de maintenir une escalade nucléaire dans des proportions limitées. La Russie introduit de plus en plus de vecteurs à longue portée, aussi



bien conventionnels qu'à capacité nucléaire, montrant ainsi qu'elle accepte le risque d'une escalade nucléaire pour imposer ses intérêts.

En menaçant, avant le début de l'invasion de l'Ukraine, tous ceux qui se mettraient en travers du chemin de la Russie, Poutine a ajouté à la politique nucléaire de son pays une dimension non prévue dans les documents officiels. En annonçant des conséquences sans précédent dans l'histoire, il a montré que son objectif était de placer son agression vis-à-vis de l'Ukraine sous protection nucléaire. Dans son discours du 24 février 2022, Poutine a tenté en même temps de dissimuler le rôle offensif de ses armes nucléaires en évoquant une menace pour les intérêts nucléaires russes, c'est-à-dire une mise en danger de la souveraineté et de l'existence de la Russie. Ces formules pouvaient être interprétées comme une tentative de faire coïncider les menaces nucléaires adressées à l'Occident avec la doctrine nucléaire russe, qui prévoit le recours aux armes nucléaires si l'existence de la Russie est mise en jeu par une attaque conventionnelle. L'incertitude quant au comportement à venir de la Russie, délibérément créée par la rhétorique de Poutine, a encore été exacerbée trois jours plus tard, le 27 février 2022, par une déclaration du président annonçant le placement des armes nu-

cléaires russes dans un état d'alerte spécial non prévu dans le lexique militaire russe.

Ces récents développements vont dans le sens des analystes considérant que les armes nucléaires sont, pour Moscou, des instruments politiques intégrés dans une stratégie globale visant à imposer les intérêts russes par l'intimidation et la coercition. Si c'est effectivement le cas, la probabilité que la Russie fasse usage de ses armes nucléaires pourrait augmenter dans le contexte des crises actuelles ou à venir.

### Maîtrise des armements

La maîtrise des armements a pour objectif de réduire la probabilité d'une guerre nucléaire. Pendant la guerre froide, elle a joué un rôle capital pour stabiliser la dissuasion et pour créer la transparence et la confiance. De l'architecture de maîtrise des armements nucléaires mise en place à l'époque, il ne reste que le traité New START, entré en vigueur en février 2011. Cet accord fixe des plafonds pour les missiles intercontinentaux terrestres et navals déployés par les Russes et les Américains et pour les bombardiers lourds à capacité nucléaire des deux parties. Il limite également le nombre d'ogives nucléaires sur ces systèmes. L'application du traité est garantie par l'échange de données et par des inspections mutuelles sur place.



Cependant, la Russie a déclaré en août 2022 qu'elle ne souhaitait plus autoriser les inspections sur son territoire, car les sanctions américaines empêchaient les inspecteurs russes de se rendre aux États-Unis. Il est difficile de savoir combien de temps cette situation va durer. Malgré tout, Moscou respecte pour l'instant les plafonds fixés par New START pour ses armes nucléaires

## L'OTAN s'emploie à maintenir et renforcer la crédibilité de sa dissuasion nucléaire.

stratégiques déployées et s'abstient de déployer plus d'ogives nucléaires sur ses missiles à longue portée, ce qui serait possible sur le plan technique. Le traité était conclu pour une durée de dix ans, avec la possibilité de le prolonger une fois de cinq ans maximum. Peu après son entrée en fonction, le président américain Joe Biden a pris l'initiative de faire valoir cette option. New START expirera définitivement le 4 février 2026, sans nouvelle prolongation possible.

Pour éviter la fin de toute maîtrise des armements nucléaires, il faudra négocier de nouveaux accords. Les optimistes pensent que Moscou a fondamentalement intérêt à ce que la maîtrise des armements perdure. La Russie pourrait ainsi montrer l'importance qu'elle continue à avoir pour l'Occident et consolider ses ambitions de grande puissance. L'interruption, en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, du dialogue sur la stabilité stratégique convenu lors du sommet Biden-Poutine à Genève en juin 2021 vient toutefois tempérer cet optimisme. On peut alors se demander si les deux parties pourront relancer la maîtrise des armements en faisant abstraction de leurs relations

conflictuelles. Même si elles y parviennent, les futures négociations se heurteront à une multitude d'obstacles dont nous ne pouvons donner qu'un aperçu. Ainsi, la Russie souhaite limiter la défense antimissile des États-Unis, ce qui est vu d'un très mauvais œil à Washington, aussi bien par les Démocrates que par les Républicains. À l'inverse, les États-Unis sont globalement unanimes sur le fait qu'il faudrait inclure les armes nucléaires non stratégiques dans un nouvel accord éventuel. Moscou, de son côté, souhaite le retrait de toutes les ogives nucléaires américaines

stationnées en Europe – ce que l'OTAN refuse plus que jamais compte tenu de l'invasion de l'Ukraine par la Russie – et veut limiter le nombre d'ogives nucléaires non déployées. Pour cette raison, et parce que les vecteurs des armes nucléaires non stratégiques peuvent également être équipés de systèmes conventionnels, les inspections devraient, pour la première fois dans l'histoire du contrôle des armements, porter non seulement sur les vecteurs restants, mais aussi sur les ogives nucléaires elles-mêmes. Cela exigerait un niveau de transparence qui était déjà inconcevable à une époque où les relations bilatérales entre Moscou et Washington étaient bien meilleures. Se pose enfin la question de savoir si et dans quelle mesure il faudrait intégrer la Chine, en pleine montée en puissance nucléaire, dans le contrôle des armements. Dans ce contexte, il y a peu d'espoir que la maîtrise des armements entre les États-Unis et la Russie soit promise à un grand avenir.

### Perspectives

Dans un avenir proche, la Russie restera une puissance nucléaire en confrontation avec ses voisins occidentaux. Moscou a

constaté que les menaces nucléaires pouvaient l'aider à maintenir un «cordon sanitaire». On ne sait pas dans quelle mesure la Russie fera passer la modernisation de ses forces nucléaires avant l'amélioration de ses capacités conventionnelles. Mais quoi qu'il en soit, il faut s'attendre à ce que ses rapports avec l'OTAN restent entourés d'une forte incertitude sur le plan nucléaire.

L'OTAN s'emploie toujours à maintenir et renforcer la crédibilité de sa dissuasion nucléaire, ce qui implique également de lutter contre la coercition atomique. En Europe, la France et le Royaume-Uni contribuent largement à ces efforts avec leurs arsenaux nucléaires. Cependant, le stationnement d'armes nucléaires américaines sur le territoire de partenaires non nucléaires de l'Alliance et la mise à disposition par ceux-ci de vecteurs dans le cadre de la dissuasion élargie restent également essentiels pour montrer la cohésion de l'OTAN.

Dans le même temps, il est important de saisir toutes les occasions de limiter les risques nucléaires grâce à la maîtrise des armements. Si les circonstances politiques le permettent, les discussions avec la Russie sur la réduction de risques nucléaires devraient reprendre. En revanche, la conclusion de traités complets visant à limiter et à réduire les armes nucléaires ne semble guère envisageable pour l'instant.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

**Oliver Thränert** dirige le think-tank du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zürich.

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zürich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeurs: Benno Zogg, Névine Schepers  
Révision linguistique: Névine Schepers  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Plus d'éditions et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

**Séoul renforce ses ambitions en matière de défense** No 311  
**L'adhésion de la Finlande à l'OTAN** No 310  
**Concept stratégique de l'OTAN: des ambitions modérées** No 309  
**Enjeux géopolitiques de la transition énergétique** No 308  
**La défense française à la croisée des chemins** No 307  
**L'adaptation de l'OTAN à la menace russe** No 306

© 2022 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich  
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000573953